

L'arrestation de Julian Assange est condamnée dans le monde



L'ONU et de nombreux pays et organismes ont exprimé leur rejet du retrait de l'asile politique que l'Équateur avait accordé au fondateur de Wikileaks Julian Assange, réfugié depuis 7 ans à l'ambassade de ce pays à Londres ainsi que son arrestation par la police britannique qui a été invitée à pénétrer dans le siège diplomatique à cette fin.

Le président de la Bolivie, Evo Morales, a condamné les faits et il a exprimé sa solidarité avec le fondateur de Wikileaks qui, a-t-il signalé, est poursuivi par le gouvernement des États-Unis pour avoir révélé leurs violations des droits de l'homme, leurs assassinats de civils et l'espionnage diplomatique.

L'ex-consultant de l'Agence Nationale de Sécurité des États-Unis, Edward Snowden, actuellement en exil pour avoir filtré des informations sur les programmes de surveillance qu'applique le pays, a signalé que le jour de l'arrestation de Julian Assange a été un jour sombre pour la liberté de la presse.

À Moscou, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a accusé les autorités britanniques d'étrangler la liberté avec l'arrestation de Julian Assange qui court le risque d'être extradé vers les États-Unis où il pourrait même être condamné à la peine de mort.

Le président de l'Équateur, Lenin Moreno, a prétendu justifier le retrait de l'asile politique prétextant de présumés actes du journaliste australien qui violeraient les normes internationales sous forme

d'ingérence dans les affaires intérieures de ce pays sud-américain.

Il a assuré que le gouvernement britannique a pris l'engagement de ne pas l'extrader vers aucun pays où il puisse être victime de tortures ou être condamné à mort.

Cependant, l'ex-président équatorien Rafael Correa a vigoureusement critiqué le gouvernant pour la remise de Julian Assange qui a aussi la nationalité équatorienne. Il a qualifié son arrestation d'acte de trahison et d'humiliation pour le pays.

Après son arrestation, l'avenir du fondateur de Wikileaks s'avère complexe. Il a ébranlé le monde avec la révélation de dizaines de milliers de câbles qui démontraient les agissements, la corruption, les chantages et d'autres bassesses perpétrées pendant longtemps par les puissances occidentales.

Aux États-Unis, le gouvernement du président Donald Trump a qualifié Wikileaks de service d'intelligence hostile non-étatique, un délit grave qui est puni sévèrement dans ce pays.

Il y a deux ans, Jeff Sessions, qui était alors procureur général des États-Unis a déclaré à la presse que Julian Assange est une priorité pour le gouvernement de son pays.

Quand l'actuel secrétaire d'état, Mike Pompeo, était chef de la CIA il a affirmé que Wikileaks encourage ses partisans à obtenir des informations secrètes.

L'arrestation de Julian Assange m'a fait rappeler le poème, attribué pendant longtemps à Bertold Brecht,

mais qui a été écrit en réalité par le pasteur Martin Niemöller: « Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste. Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste. Quand ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. »

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/188268-larrestation-de-julian-assange-est-condamnee-dans-le-monde>



Radio Habana Cuba